

# AVIS D'APPEL A LA CONCURRENCE

## **NATURE DU MARCHE :**

Marché public de services

La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC.

## **POUVOIR ADJUDICATEUR**

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

### **Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur :**

Nom de l'organisme : Préfecture du Puy-de-Dôme

Point de contact : Lauriane Mantin

Adresse : 1 rue d'Assas

Code postal : 63000 Ville : Clermont Ferrand

Pays (*autre que France*) :

Téléphone : 0473986252 Télécopieur :

Courriel : lauriane.mantin@puy-de-dome.gouv.fr

Adresse Internet (URL) :

Adresse du profil d'acheteur (URL) :

## **OBJET DU MARCHE**

### **Objet du marché :**

Mission de maîtrise d'œuvre relative à la réhabilitation de la Cité Administrative de Clermont Ferrand

**Type de marché de services : 12**

### **Classification CPV**

Objet principal : 71221000-3

**Lieu d'exécution :** Clermont Ferrand

**L'avis implique :** un marché public

## **CARACTERISTIQUES PRINCIPALES**

### **Description de l'opération :**

La présente opération a pour objectifs :

- la conduite d'actions de rénovation énergétique (isolation par l'intérieur, changement menuiseries extérieures, installation d'une ventilation double flux, etc.) ;
- la densification des bâtiments avec l'accueil de nouveaux services de l'État (installation de plus de 120 postes de travail en plus des 360 postes de travail des occupants actuels)

La priorité est donnée à la réalisation de travaux de rénovation énergétique afin de tendre vers les objectifs du décret n° 2019-771 relatif aux obligations d'actions de réduction de la consommation d'énergie finale dans les bâtiments tertiaires (objectif de baisse de 40 % en 2030).

Le coût des travaux estimé par le maître de l'ouvrage s'élève à 1 925 500 € HT.

### **Procédure**

Procédure avec négociation (article L2124-3 du code de la commande publique) comportant une seule phase de réception des candidatures puis une phase de réception des offres suivie d'une négociation.

### **Quantités :**

Dossier de consultation sans concours de maîtrise d'œuvre relative à la réhabilitation de la cité administrative de Clermont Ferrand.

A partir du programme de l'opération, il sera confié au maître d'oeuvre une mission de base au sens de l'article R2431-1 et suivants du Code de la Commande Publique comprenant les éléments de mission suivants : diag, aps, apd, pro, act, exe, det, aor, complétée des prestations suivantes : ssi.

**Acceptation des variantes** : Non

**Prestations divisées en lots** : Non

### **CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ**

**Modalités essentielles de financement et de paiement et / ou références aux textes qui les réglementent :**

- \* Origine du financement : Budget de l'Etat (BOP 348)
- \* Les prix seront révisables ;
- \* Les comptes seront réglés sous la forme d'acomptes et d'un solde ;
- \* Le délai global de paiement du règlement des comptes sera fixé à 30 jours ;

**Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché :**

Nature de l'attributaire, le marché sera conclu :

- soit avec un prestataire unique ;
- soit avec des prestataires groupés conjoints ou des prestataires groupés solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

Le candidat remettant une candidature, pour la présente consultation, en tant que membre d'un ou plusieurs groupements ne pourra pas le faire à titre individuel.

### **RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION**

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur le profil d'acheteur ([www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)).

Lors du téléchargement du dossier de consultation, les candidats sont invités à enregistrer leurs coordonnées sur le profil acheteur afin de pouvoir être informés d'éventuelles modifications apportées au dossier de consultation ou de réponses apportées à des questions posées par d'autres candidats, les échanges d'une consultation devant être dématérialisés.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

### **Composition de la candidature**

**Le dossier de candidature sera intégralement rédigé en langue française et comprendra les pièces suivantes :**

#### **\*Mandataire**

- Renseignements concernant la situation juridique du candidat tels que prévus à l'article R 2143-3 du Code de la Commande Publique : DC1.

#### **\*Chaque membre du groupement**

- Renseignements concernant la capacité économique et financière tels que prévus à l'article R2142-6 à 9 et 12 du Code de la Commande Publique : DC2.

- Présentation d'un sous-traitant : DC4.

- Copie du/des jugement(s) si redressement judiciaire.

- Présentation du chiffre d'affaires global et du chiffre d'affaires du domaine objet du présent marché (3 dernières années).

- Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus à l'article R 2142-13 et 14 du code de la commande publique :

**A.** Un dossier de présentation de la société ou du cabinet indiquant de manière détaillée ses domaines d'activité, son organisation géographique, le nombre et la répartition par type de compétence de ses effectifs (indication des titres d'études et expérience professionnelle). Ce dossier justifiera de la présence, au sein de la structure, du groupement, ou avec l'appui de sous-traitants qui s'engagent par écrit à participer à l'exécution du marché, de compétences dans les domaines suivants : architecture, économie de la construction tous corps d'état, études techniques (structure, fluides, thermiques, coordination SSI). En cas de groupement, la répartition des compétences entre les membres sera clairement indiquée au dossier.

**B.** une liste de références (cinq maximum / membre) pour des opérations similaires (réalisées en site occupé et pour un montant de travaux équivalent) exécutées au cours des cinq dernières années avec des photographies, indiquant l'opération, l'identité du groupement de concepteurs et le rôle du candidat dans le projet, la nature et le montant des travaux, la date et le destinataire public ou privé. Les références proposées par le groupement devront couvrir les domaines de compétence demandés.

**C.** Une note pour l'ensemble du groupement identifiant les principaux enjeux de l'opération et la méthode de travail préconisée pour y répondre.

**Les candidats devront respecter la décomposition ci-dessus dans la présentation de leur candidature.**

## **CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES**

La sélection des candidatures sera effectuée selon les critères suivants :

### **1 – Moyens financiers, techniques et humains (30 %)**

Au regard des dossiers de présentation (pièces A).

### **2 – Références des candidats (40 %)**

Adéquation des références présentées à l'opération de rénovation de la Cité administrative (pièces B).

### **3 – Méthode de travail proposée par la maîtrise d'œuvre face aux enjeux de l'opération (30 %)**

Au regard de la note présentée dans le dossier de candidature (pièce C).

*Chaque critère est affecté d'une note sur 10 multipliée par le coefficient de pondération y afférent.*

## **PROCEDURES**

**Type de procédure :** Procédure formalisée > 139 000 € HT.

### **Conditions de délai**

Date limite de réception des candidatures : Lundi 14 septembre 2020 à 16h00

## **RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

**Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur :** CAE\_PELISSIER\_MOE

### **Récompenses et jury :**

Une ou des primes seront attribuées : Non

### **Autres informations :**

\* Unité monétaire utilisée, l'euro ;

\* Les candidatures et les prestations seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que tous les documents de présentation associés ;

### **Modalités d'ouverture des candidatures et offres:**

\* L'ouverture des plis n'est pas publique.

Conditions d'obtention du cahier des charges et des documents complémentaires :

\* Les documents de la consultation sont disponibles par voie électronique sur la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence publique "CAE\_PELISSIER\_MOE", après avoir installé les pré-requis techniques et avoir pris connaissance du manuel d'utilisation ;

**Conditions de remise des prestations ou des candidatures :**

\*Le soumissionnaire remet son offre en une seule fois, sous forme dématérialisée. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres.

\*Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) ([www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)).

\*Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées en 1ère page. Les plis qui sont reçus ou remis après ces dates et heure sont rejetés.

**PROCEDURES DE RECOURS**

**Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :**

Nom de l'organisme : Tribunal administratif

Adresse : 6 cours Sablon

Code postal : 63000 Ville : Clermont-Ferrand

Pays (*autre que France*) :

Téléphone : 0473146100 Télécopieur :

Courriel :

Adresse Internet (URL) :

**Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :**

\* Référé précontractuel : depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat (article L551-1 du Code de Justice Administrative) ;

\* Référé Contractuel : 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du marché. Toutefois ce référé n'est pas possible en cas de publication d'un avis d'intention de conclure le marché au moins 11 jours avant sa signature (article L551-13 à L551-23 et R551-7 à R551-10 du Code de Justice Administrative) ;

\* Recours pour excès de pouvoir : dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision de rejet (articles R421-1 à R421-3 du Code de Justice Administrative) ;

\* Recours de plein contentieux : dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité concernant l'attribution du marché.

**DATE D'ENVOI DU PRESENT AVIS A LA PUBLICATION : 04/08/2020**